

George W. Bush a-t-il trahi, tué ou transfiguré le conservatisme américain ?

Justin Vaïsse

Résumé

Elu en 2000 sous l'étiquette conservatrice, le bilan de George W. Bush est paradoxal. Ses deux mandats ont été marqués par un accroissement du rôle de l'Etat fédéral, par une plus grande intrusion de cet Etat dans la vie des Américains au nom de la « guerre contre la terreur », et par une intervention en Iraq marquée au sceau d'un wilsonisme utopique. Si la droite américaine a enregistré quelques avancées (réductions d'impôts, nominations à la Cour suprême), nombre d'activistes ont rompu avec le président Bush en l'accusant d'avoir trahi la cause conservatrice et fait implorer le mouvement. Les défenseurs du président soutiennent au contraire que Bush a adapté le conservatisme de Ronald Reagan aux temps nouveaux. Il reste que l'avenir électoral du parti républicain paraît obscurci par la puissance de la droite chrétienne et du Sud, en décalage croissant avec le reste du pays, dont l'humeur n'est plus celle, favorable au conservatisme, des années 1970 à 1990.

Summary

Although he was elected as a conservative in 2000, George W. Bush's record does not look very conservative. Under his guise, the federal government has stepped up its activities and scope. It has proven more intrusive in people's lives, due to the war on terror. And the Bush administration has launched a far-reaching Wilsonian military intervention in Iraq. The right did score some substantial points (like repeated tax cuts and the nomination of conservative judges to the Supreme Court), but many conservative activists have declared George W. Bush a traitor to the cause and accused him of splitting up the movement. The President's defenders argue that, on the contrary, Bush has managed to adapt Ronald Reagan's conservatism to the new era. Still, the electoral fortunes of the Republican party do not seem very bright, for they rely in part on the power of the religious right and on the South, two constituencies increasingly at odds with the rest of the country, where the mood is less favorable to conservatism than from the 1970's to the 1990's.

Washington est une ville mono-industrielle, une sorte de *company town* dont toute l'activité tourne autour du pouvoir, du *government* – de l'État, dirait-on en français¹. Or, depuis l'arrivée de George W. Bush à la présidence en janvier 2001, la capitale des États-Unis connaît une phase de développement démographique et immobilier qui se confirme d'année en année². La raison en est simple : l'activité de l'État fédéral est en croissance soutenue. Et cela, sous un président conservateur censé le faire refluer.

Tout le paradoxe est là : un candidat républicain, élu en 2000 sur un programme de « conservatisme compassionnel » (« *compassionate conservatism* ») et de politique étrangère « humble », et dont on attendait la poursuite de l'agenda conservateur, a présidé à la plus robuste expansion du gouvernement fédéral depuis les années 1970, lui a conféré des pouvoirs intrusifs d'espionnage de la population bannis depuis les dérapages de la guerre froide, et a lancé deux interventions militaires ambitieuses accompagnées de tentatives wilsoniennes de démocratisation et d'ingénierie sociale à des milliers de miles de Washington. Certes, à côté de ce renforcement du « *Big Government* », il y a bien eu les baisses d'impôt et la nomination de juges de droite à la Cour suprême. Il n'en reste pas moins que l'acte d'accusation en trahison qu'ont dressé de nombreux conservateurs à l'encontre du président Bush frappe, à première vue, par sa solidité.

Du coup, certains vont plus loin, estimant que George W. Bush n'a pas seulement trahi le mouvement conservateur, mais qu'il l'a conduit à l'implosion, dressant l'une contre l'autre ses différentes composantes : les conservateurs fiscaux contre les conservateurs sociaux et la droite chrétienne, les libertariens contre les nationalistes, les conservateurs traditionnels contre les néoconservateurs, et ainsi de suite. La guerre en Irak aurait parachevé ce gâchis, causant la défaite électorale à partir des élections à mi-mandat de novembre 2006, et entraînant les républicains dans les profondeurs des sondages de façon durable, et avec eux toute chance de progrès du programme conservateur.

Et pourtant, les défenseurs du président contestent cette vision : George W. Bush n'est pas un traître à la cause, et encore moins le fossoyeur du mouvement conservateur ; il est, en réalité, son sauveur. Il a compris que le paradigme politique des années 1960 et 1970 – l'État omniprésent

(¹) Dans le district de Columbia, les emplois fédéraux représentent 35 % de la main-d'œuvre, et 12 % lorsque l'on considère l'aire métropolitaine de Washington (particulièrement le Nord de la Virginie). Mais d'innombrables emplois du secteur privé sont directement liés à l'exercice du pouvoir : sous-traitants, consultants, *lobbyists*, associations professionnelles, etc.

(²) Cf., par exemple, Mike Flagg et Neil Irwin, « Outer Suburbs' Job Boom », *The Washington Post*, 27 octobre 2004.

étouffant les libertés individuelles – cède la place à un environnement nouveau marqué par la globalisation, le terrorisme, bref d'autres dangers que ceux du Léviathan, et dans lequel on peut atteindre des objectifs conservateurs, et servir les intérêts électoraux des républicains, en utilisant l'État à bon escient. Le conservatisme s'accommodant d'un État fort (« *Big Government Conservatism* ») représenterait la voie de l'avenir, la seule, à vrai dire, pour éviter que le mouvement ne se fossilise.

Alors, le président George W. Bush a-t-il été un traître, un fossoyeur ou bien un sauveur pour le conservatisme américain ? Et surtout, ce mouvement conservateur, après plusieurs décennies de croissance puis de domination intellectuelle et politique, connaît-il un essoufflement durable ou un simple trou d'air passager ?

De la naissance à la domination

Pour répondre à cette question, un bref retour sur le demi-siècle écoulé est nécessaire³. Il convient au préalable de bien distinguer le parti républicain, une réalité politique qui s'incarne dans des stratégies électorales, du mouvement conservateur, une réalité philosophique et idéologique qui s'illustre dans des prises de position normatives, doctrinales, par des penseurs et des activistes – tout comme il conviendrait de distinguer le parti politique démocrate du mouvement idéologique progressiste (*liberal*). Si elles ne se confondent pas, ces deux réalités entretiennent des liens étroits : depuis le New Deal et surtout depuis les années 1960, le parti républicain est l'habitat naturel des conservateurs, même s'il a toujours existé une aile plus libérale de républicains, souvent issus du Nord-Est, appelés pendant un temps les « *Rockefeller Republicans* » du nom de leur leader Nelson Rockefeller, gouverneur de New York et vice-président de Gerald Ford. De même, au sein de la coalition du New Deal, les démocrates du Sud étaient presque tous des conservateurs jusqu'aux années 1960, et il demeure bien des démocrates de tendance conservatrice, notamment dans le Sud. Ces décalages entre l'axe partisan et l'axe idéologique ont tendu à se réduire à partir des années 1970, les deux partis devenant plus homogènes sur le plan idéologique. Les conservateurs convaincus ont notamment pris l'ascendant au sein du parti

(³) Sur l'histoire du conservatisme depuis la seconde guerre mondiale, voir George H. Nash, *The Conservative Intellectual Movement in America Since 1945*, Wilmington, Del., ISI, 1996 ; Lee Edwards, *The Conservative Revolution : The Movement that Remade America*, New York, The Free Press, 1999 ; Godfrey Hodgson, *The World Turned Right Side Up : A History of the Conservative Ascendancy in America*, Boston, Houghton Mifflin, 1996 ; John Micklethwait et Adrian Wooldridge, *The Right Nation : Conservative Power in America*, Londres, Penguin, 2004 ; Nicolas Kessler, *Le Conservatisme américain*, Paris, PUF, « Que sais-je? », 1998. Pour un panorama plus récent, voir Peter Berkowitz (dir.), *Varieties of Conservatism in America*, Stanford, Hoover Institution Press, 2004.

républicain sur les libéraux et le *business*, jusqu'à devenir une composante indispensable des victoires électorales républicaines.

Mais cette évolution a été très graduelle : dans les années 1950, le libéralisme s'impose encore comme la philosophie dominante, consensuelle aux Etats-Unis, au prix d'un élargissement de son socle doctrinal qui annonce des déchirements futurs. Si bien que la naissance du mouvement conservateur passe inaperçue. On fait traditionnellement remonter cette naissance à la création de la *National Review* par William Buckley en 1955, lorsque le jeune intellectuel rassemble, avec l'aide de Frank Meyer, trois traditions distinctes au sein de la revue : les traditionalistes, ennemis de la civilisation moderne ; les libertariens et adeptes du libre marché (contre le New Deal notamment) ; et les anticommunistes. C'est le « fusionnisme ».

Cette naissance reçoit un écho très limité. Un article de Samuel P. Huntington daté de 1957 en donne les raisons : dans un pays qui n'a pas connu d'Ancien Régime, la tradition conservatrice est mal identifiée ; les conservateurs ne sont pas d'accord sur ce qu'il faut conserver, faute d'une menace reconnue par tous⁴. Du coup, Huntington conseille aux libéraux de se faire conservateurs pour préserver... les acquis du libéralisme, estimant que le conservatisme américain ne saurait être que « situationnel », c'est-à-dire réactif par rapport à un bouleversement éventuel de l'ordre établi. Cet article est prophétique, puisque les années 1960 vont précisément apporter ce chambardement et servir de tremplin au mouvement conservateur, tant sur le plan politique (l'interventionnisme fédéral de la Grande Société) et racial (la déségrégation) que sur celui des mœurs (contestation étudiante, contre-culture et révolution sexuelle).

Le jeune mouvement conservateur remporte une victoire politique notable en 1964, lorsque son représentant Barry Goldwater remporte l'investiture républicaine contre l'aile libérale du parti (Nelson Rockefeller), sur un programme de conservatisme fiscal et d'anticommunisme farouche. La défaite à plate couture qui s'en suit, au profit de Lyndon B. Johnson, montre que l'Amérique n'est pas prête à embrasser le conservatisme naissant. Mais l'élection de 1964 est le coup d'envoi d'une conquête politique et intellectuelle du pays par les conservateurs, ne serait-ce d'ailleurs grâce à la soudaine renommée acquise par Ronald Reagan lors de la campagne de Goldwater.

Les épisodes suivants sont bien connus. Du côté politique, Richard M. Nixon envoie, pendant ses campagnes électorales, les signaux que les conservateurs attendent (tout particulièrement dans le Sud, sur la question raciale, ce qui va conduire de nombreux démocrates à rejoindre le parti républicain), mais une fois au pouvoir, il mène une politique jugée beaucoup trop tiède, voire tout à fait libérale, par les activistes. C'est donc du côté intellectuel et logistique que se consolide

(⁴) Samuel P. Huntington, « Conservatism as an Ideology », *American Political Science Review*, 52, juin 1957, p. 454-473.

le mouvement dans les années 1960 et 1970 avec, sur les campus, les Young Americans for Freedom et, à Washington, la naissance ou la consolidation d'un réseau de *think tanks* conservateurs, le plus célèbre étant la Heritage Foundation. Le parti républicain, grâce à cet aiguillon conservateur, commence à devenir le parti des idées ! Il acquiert aussi en premier la maîtrise du *direct-mail* informatisé, avec le rôle pionnier de Richard Viguerie, qui permet de toucher les sympathisants un par un, par courrier mais sur une grande échelle, et de lever des fonds. De fait, en réaction aux années 1960 et à la décision *Roe v. Wade* sur l'avortement de 1973, les chrétiens évangéliques commencent à se structurer, notamment sous la forme de la Moral Majority puis de la Christian Coalition, et à prendre une place importante parmi les « conservateurs sociaux ».

Plus généralement, la progressive montée en puissance du conservatisme correspond à un changement d'ère politique : d'un paradigme économique et social qui domine le paysage américain depuis la grande crise de 1929 et assure la domination de la coalition du New Deal, les démocrates fournissant de meilleures réponses politiques aux besoins des Américains, on passe à un paradigme centré autour des mœurs et des valeurs (minorités, criminalité et peine de mort, sexualité, féminisme, place de la religion, drogues, *etc.*). Et, dans cette nouvelle situation, les conservateurs prennent l'ascendant, notamment au sein de la « minorité silencieuse » blanche qui se sent dépassée et menacée par les bouleversements des années 1960 et 1970. L'intervention de l'État, plébiscitée depuis le New Deal, est vue comme de plus en plus désordonnée voire inquiétante depuis la Grande Société.

La victoire de Reagan en 1980 consacre tout à la fois la nouvelle prééminence du mouvement conservateur au sein du parti républicain et son installation durable sur la scène nationale. Le mouvement rassemble des conservateurs fiscaux, adeptes notamment de l'économie de l'offre (Milton Friedman), des libertariens (comme le Cato Institute), des conservateurs sociaux, soucieux de réguler les mœurs, notamment la droite chrétienne qui fait de l'avortement et de la prière dans les écoles ses chevaux de bataille, enfin un tout petit groupe de démocrates déçus devenus républicains, les néoconservateurs, qui trouvent en Ronald Reagan le héraut de leur anticommunisme militant en politique étrangère⁵. Dans les années 1990 survient une seconde vague de « révolution conservatrice » avec la victoire des républicains conduits par Newt Gingrich aux élections législatives de 1994, républicains qui vont batailler ferme contre le président Clinton et imposer quelques points de leur programme, habilement cooptés par ce dernier, notamment la réforme de l'État providence en 1996 et une politique étrangère

(⁵) Sur le néoconservatisme, voir Justin Vaïsse, *L'Odyssée du néoconservatisme. Intellectuels et politique étrangère aux États-Unis, 1965-2008*, Paris, Odile Jacob, 2008.

unilatérale. Le contre-*establishment* républicain est désormais dominant à Washington⁶ et gagne encore du terrain avec des médias de plus en plus présents, telle la chaîne Fox News, ou encore le *K Street Project*, un plan de conquête des cabinets de lobbying au profit des républicains.

Aux élections de 2000, deux candidats principaux s'affrontent pour représenter le parti républicain. John McCain est le favori des Américains en général : cet ancien prisonnier de guerre au Vietnam est certes conservateur mais il n'hésite pas à transcender les frontières de parti pour proposer des réformes populaires. Du coup, George W. Bush, fils du président Bush, obtient la préférence des activistes conservateurs qui se mobilisent le plus pour voter lors des primaires. Non seulement il dispose d'un nom célèbre et des réseaux de financement de son père, mais il donne des gages à la droite chrétienne, en allant par exemple jusqu'à prononcer un discours à l'université Bob Jones, où Noirs et Blancs n'ont pas le droit de se marier ni même de sortir ensemble (jusqu'à cet épisode), et qui est aussi vue comme anticatholique. George W. Bush fait campagne sur sa foi chrétienne, sur la limitation de l'État fédéral sauf dans le domaine de la justice où la répression de la criminalité doit s'accroître, sur un programme de baisses d'impôts et sur un « conservatisme compassionnel » qui consiste surtout à soutenir les activités charitables des associations religieuses pour soulager la misère. En politique étrangère, il défend une ligne « humble », critique le « nation building »⁷ pratiqué par Clinton, et propose surtout la construction rapide d'un bouclier antimissiles.

Deux mandats pour établir la suprématie républicaine

Il faut ajouter qu'après les années empoisonnées des deux mandats de Bill Clinton, qui ont vu le débat public à Washington se dégrader et devenir plus conflictuel et acrimonieux que jamais, notamment au Congrès, George W. Bush s'attire des voix par sa promesse d'être « un unificateur, pas un diviseur », comme il l'a effectivement prouvé lors de ses deux mandats de gouverneur du Texas, sachant travailler et composer avec la majorité démocrate.

Seulement, une fois élu, loin de panser les plaies du corps politique américain, il va les aviver par calcul électoral. Pour comprendre ce retournement, il faut revenir sur l'analyse des élections de 2000 par Matt Dodd, le responsable des sondages de George W. Bush, qui dans un mémorandum à Karl Rove, le conseiller politique du président, explique que le centre s'est effondré, et que les vrais électeurs hésitants (*swing voters*) ne forment que 6 % de l'électorat. L'Amérique est ce pays divisé entre « États bleus », démocrates, sur les côtes Ouest et Nord-Est

(⁶) Cf. Sidney Blumenthal, *The Rise of the Counter-Establishment : From Conservative Ideology to Political Power*, New York, Harper & Row, 1988.

(et les Grands lacs) et « États rouges », républicains, partout ailleurs. La leçon qu'en tire Karl Rove est simple : la stratégie classique consistant à aller chercher des voix aux centre ne tient plus. Pour être élu, il est plus rentable de renforcer sa base – notamment, pour les républicains, les chrétiens évangéliques –, et pour cela de polariser l'électorat par des mesures non consensuelles.

Au-delà de ce calcul, Karl Rove caresse une ambition plus grandiose : opérer un réaligement durable des forces politiques au profit des républicains, en faire le parti structurellement dominant pour les premières décennies du 21^e siècle, à l'instar de la coalition du New Deal (comme si l'on pouvait faire advenir volontairement un phénomène tel que le réaligement électoral). L'idée est de jouer sur les avantages démographiques et géographiques du *Grand Old Party* (sa domination du Sud et du cœur du pays, des États ruraux peu peuplés) et sur sa supériorité dans les dossiers socioculturels touchant les mœurs, le patriotisme, les questions raciales, la religion et la sécurité nationale. Karl Rove y ajoute le « débauchage » de quelques électeurs noirs, qu'il compte attirer par le conservatisme social et la religion, la conquête des Latinos, eux aussi traditionalistes sur le plan des mœurs et attachés à la famille, et enfin des musulmans, encore majoritairement républicains en 2000⁸. Comme nous le verrons, s'y ajoutent aussi des calculs de long terme visant à diminuer drastiquement la dépendance des classes moyennes à l'égard de l'État providence – d'origine démocrate – en leur fournissant des outils de sécurisation des parcours individuels (assurance santé, retraites, *etc.*). Tout ceci explique une politique de premier mandat qu'il n'est pas forcément aisé de déchiffrer et qui, à première vue, ne paraît pas tellement conservatrice.

Cette politique est d'abord marquée par la stratégie de polarisation évoquée plus haut. George W. Bush n'a pas reçu de mandat populaire – il a rassemblé moins de voix qu'Al Gore au niveau national –, mais il gouverne de façon radicale sur certains dossiers. C'est le cas des fortes baisses d'impôts : pas moins d'une par an dès 2001. Comme l'a noté Vincent Michelot, l'étroitesse de la majorité républicaine est paradoxalement un atout, car elle force cette majorité à rester unie⁹. La tactique des républicains du Congrès, étroitement tenus par la Maison Blanche, notamment Dennis Hastert et Tom DeLay, consiste à radicaliser les projets de loi pour satisfaire leurs soutiens électoraux : ainsi, quitte à être critiqué pour des réductions d'impôts de deux cents

⁷ Le terme "nation building" désigne les opérations de stabilisation, reconstruction et même d'édification d'un appareil d'Etat voire de construction d'une nation suite à une intervention militaire, comme cela s'est fait dans l'ex-Yougoslavie notamment à partir des années 1990.

⁽⁸⁾ Cf. Michiko Kakutani, « The Republican Collapse May Not Be So Imminent », *New York Times*, 12 septembre 2006.

⁽⁹⁾ Vincent Michelot, « La fin du moment conservateur ? », *Le Débat*, 143, janvier-février 2007, p. 177-188.

milliards de dollars, autant en demander cinq cents (« *in for a dime, in for a dollar* »)¹⁰. Si une loi est adoptée avec 55 % ou 60 % des voix, il s'agit de gâchis : c'est signe qu'elle offrait des compromis trop importants aux opposants, 51 % auraient suffi.

Et pourtant, ce qui frappe lorsque l'on analyse ce premier mandat, ce n'est pas le caractère conservateur des mesures adoptées et le recul drastique de l'État, mais au contraire le creusement des déficits et l'accroissement du rôle de l'État. Ainsi les baisses d'impôt sont-elles incontestablement une mesure conservatrice... jusqu'au moment où elles mettent en péril les comptes fédéraux. Après tout, si Reagan avait lui aussi creusé les déficits, Newt Gingrich proposait, dans son « Contrat avec l'Amérique » de 1994, un amendement constitutionnel obligeant à équilibrer les comptes fédéraux.

Mais le plus grave, est que l'Administration Bush ne cesse de voter de nouvelles dépenses à visée électorale, et ce davantage pendant les trois premières années de mandat que pendant les huit de Bill Clinton. Dès 2003, Stephen Moore, président du Club for Growth, un groupe conservateur qui entretient la flamme antifiscale, déplore : « Il est le président le plus dépensier que nous ayons eu depuis une génération. Nous avons déjà adopté la plus importante loi de soutien à l'agriculture, la plus importante loi sur l'éducation primaire, et nous nous préparons d'ici peu à adopter le plus important accroissement d'un programme social [*entitlement*] depuis la Grande Société¹¹. »

Il s'agit en effet du Farm Bill de mai 2002, qui alloue 190 milliards de dollars de subventions aux agriculteurs sur dix ans, du *No Child Left Behind Act* de janvier 2002, qui impose de nouveaux standards nationaux aux États fédérés, et de l'extension du Medicare (la couverture santé des retraités) au remboursement des médicaments sur ordonnance de décembre 2003, qui coûte 534 milliards de dollars sur dix ans¹².

Comme si cela ne suffisait pas, à partir des attentats du 11 septembre 2001, le budget de la Défense passe en six ans de 300 à environ 500 milliards de dollars, et les dépenses associées à la défense du territoire américain (*homeland security*) sont multipliées par trois, atteignant 58 milliards de dollars en 2007¹³. Les dépenses liées aux activités de régulation du gouvernement fédéral (honnées des conservateurs) croissent de 6,5 % par an entre 2000 et 2006, et le personnel gérant cet importun « *red tape* » (paperasserie bureaucratique) de 6,3 %... Il faut remonter avant même

(¹⁰) Chiffres imaginaires donnés pour l'exemple, mais l'ordre de grandeur est celui-ci.

(¹¹) Cité par Jonathan Rauch, « The Accidental Radical », *National Journal*, 26 juillet 2003.

(¹²) Stephen Moore cité par *ibid.*

(¹³) Jeremy Shapiro, « Managing Homeland Security », *Opportunity*, 8, janvier 2007, <http://www.opportunity08.org/Files/FD.ashx?guid=7937b0ca-642d-4c76-bc64-925107c1f63e> (15 août 2007).

Jimmy Carter, un président dérégulateur, pour avoir des chiffres aussi importants¹⁴. Aussi est-il vrai que l'essentiel de cette régulation est liée à la défense du territoire américain, notamment à la sécurisation des ports et aéroports.

Comment s'étonner dès lors du boom de l'activité autour de Washington ? La lutte contre le terrorisme va être le prétexte à d'autres violations du dogme conservateur, à commencer par une vaste réorganisation bureaucratique, qui aboutit notamment à la création d'un nouveau ministère (le Department of Homeland Security) et d'un nouveau poste, celui de Director of National Intelligence, bref à un accroissement net du gouvernement fédéral. Plus grave encore, le président Bush autorise ses services de police et d'espionnage – notamment le FBI, la CIA et la NSA – à procéder à des écoutes lorsque des individus sont soupçonnés d'être en contact avec de possibles terroristes. Aux yeux de certains, et pas seulement à gauche, le spectre de *Big Brother* n'est pas loin.

Des conservateurs pourtant critiques

On le voit : George W. Bush fait donc figure de conservateur paradoxal, procédant à une expansion du gouvernement fédéral tout en creusant dangereusement les déficits. Ceci explique une première salve de critiques féroces venues du camp conservateur à partir de 2004, accusant George W. Bush de trahison : les conservateurs fiscaux et les libertariens comme Richard Viguerie, Bruce Bartlett ou Michael Tanner stigmatisent les dépenses excessives et la création d'un véritable « Léviathan de droite¹⁵ ». George W. Bush s'attire aussi la critique des conservateurs traditionnels qui estiment que la religion a pris une place trop importante à la Maison Blanche, tel Andrew Sullivan qui attaque l'hégémonie de la droite chrétienne dans le parti républicain, et la contradiction philosophique avec le conservatisme dont l'un des piliers est, selon lui, le doute, la distanciation face aux enthousiasmes idéalistes, et non le zèle missionnaire évangélique¹⁶. Il est suivi dans ses critiques par Kevin Phillips, Damon Linker et Jeffrey Hart, longtemps rédacteur en chef de la *National Review*. Celui-ci souligne que le christianisme

⁽¹⁴⁾ Jonathan Rauch, « Flying in a Red-Tape Blizzard », *National Journal*, 14 juillet 2007.

⁽¹⁵⁾ Richard Viguerie, *Conservatives Betrayed : How George W. Bush and Other Big Government Republicans Hijacked the Conservative Cause*, Los Angeles, Bonus Books, 2006 ; Bruce Bartlett, *How George W. Bush Bankrupted America and Betrayed the Reagan Legacy*, New York, Doubleday, 2006 ; Michael D. Tanner, *Leviathan on the Right : How Big-Government Conservatism Brought Down the Republican Revolution*, Washington D.C., Cato Institute, 2007.

⁽¹⁶⁾ Andrew Sullivan, *The Conservative Soul : How We Lost It, How to Get It Back*, New York, Harper Collins, 2006.

évangélique de George W. Bush a influencé sa politique intérieure et extérieure de réforme sociale et morale, bien loin de la prudence conservatrice¹⁷.

En 2004, les conservateurs sociaux ne sont pas non plus satisfaits : ils n'ont toujours pas obtenu de nomination à la Cour suprême (Samuel Alito ne sera nommé juge, et surtout John Roberts ne sera nommé *Chief Justice*, ou chef de la Cour, que l'année suivante), l'amendement interdisant le mariage homosexuel n'a pas avancé, et la loi sur les *faith-based initiatives*, (soutien, y compris financier, aux associations religieuses pour leur travail dans le domaine social) pierre angulaire du « conservatisme compassionnel », ne débouche sur rien de très concret et notamment pas de financement nouveau. À tel point que David Kuo, un chrétien évangélique nommé directeur adjoint du bureau des *faith-based and community initiatives* à la Maison Blanche, publie un livre dépité dénonçant l'hypocrisie et la trahison d'un président qui n'est finalement qu'un homme politique comme les autres, prompt à solliciter des votes, mais lent à tenir ses promesses¹⁸.

Ces accusations de trahison s'atténuent pourtant à l'approche des élections de 2004, et les conservateurs resserrent les rangs pour éviter de voir John Kerry succéder à George W. Bush. Il faut dire que Karl Rove a su tirer parti de la guerre contre le terrorisme pour remporter une nette victoire électorale en 2002, et à nouveau en 2004. Ces victoires tactiques, d'ailleurs accompagnées de nombreux coups bas (comme en 2000 contre John McCain), semblent valider sa stratégie plus vaste de réalignement électoral. Une fois réélu, George W. Bush annonce qu'il entend bien dépenser le capital politique accumulé en novembre 2004. Va-t-il enfin mener une politique conservatrice orthodoxe ? Le principal chantier qu'il lance a de quoi plaire aux activistes : une réforme des retraites qui permettrait aux Américains de placer une partie de leurs impôts de *Social Security* dans des comptes privés, abandonnant donc le système par répartition au profit d'un système par capitalisation. Mais cette idée ne rencontre pas d'écho favorable au sein de la population, qui y voit une menace de privatisation de la *Social Security*, et l'initiative, lancée à grands renforts de communication, se solde en déroute.

Plus généralement, tout va de travers en cette année 2005 : une affaire d'euthanasie (le cas Terri Schiavo)¹⁹ démontre la toute-puissance électorale des chrétiens évangéliques sur le parti

(¹⁷) Kevin Philips, *American Theocracy : The Peril and Politics of Radical Religion, Oil, and Borrowed Money in the 21st Century*, New York, Viking Adults, 2006 ; Damon Linker, *The Theocons : Secular America Under Siege*, New York, Doubleday, 2006 ; Jeffrey Hart, *The Making of the American Conservative Mind : National Review and Its Times*, New York, Viking Adult, 2006.

(¹⁸) David Kuo, *Tempting Faith : An Inside Story of Political Seduction*, New York, The Free Press, 2006.

¹⁹ Terri Schiavo, née en 1963, a souffert d'un arrêt cardiaque prolongé en 1990, et a vécu ensuite une vie végétative sous assistance médicale. Son mari a demandé la cessation des

républicain, plaçant ses leaders en porte-à-faux vis-à-vis de la population dans son ensemble ; les scandales se multiplient côté républicain ; la situation en Irak va de mal en pis ; et surtout l'administration fait étalage d'une incompétence choquante lorsque l'ouragan Katrina, et l'inondation qu'il provoque, ravagent la Nouvelle-Orléans le 29 août 2005. C'est le moment où le président Bush perd son leadership et commence une descente dans les profondeurs des sondages d'opinion.

Rien d'étonnant, dès lors, à ce que les conservateurs les plus militants reprennent leur procès en trahison contre l'Administration Bush. En 2006, le père du conservatisme américain, William Buckley, déclare : « Je pense que M. Bush se trouve confronté à un problème singulier que l'on ne saurait mieux définir que par une absence d'idéologie conservatrice véritable – avec comme résultats des dépenses intérieures extravagantes, une grande tolérance pour les excès du Congrès, et concernant la politique étrangère, l'incapacité à rassembler les forces nécessaires pour faire aboutir favorablement le défi irakien²⁰. »

Au cours des années suivantes, la menace de divorce entre l'Administration et le mouvement conservateur s'accroît, non seulement à cause de la défaite aux élections de mi-mandat en novembre 2006, de la guerre en Irak, mais surtout en raison des projets de l'Administration sur l'immigration. Conquérir une majorité du vote latino était en effet l'un des projets de Karl Rove, et une loi de régularisation des immigrants illégaux – accompagnée d'un contrôle accru de la frontière avec le Mexique pour faire bonne mesure – aurait permis de progresser en ce sens. Las, ce projet rend la base conservatrice furieuse, tant par xénophobie que par réprobation de la clémence qui serait ainsi accordée à des non-citoyens ayant violé les lois du pays. La protestation contre ce projet du président constitue finalement un canal pour exprimer la frustration vis-à-vis d'autres parties du programme de l'Administration – et pour les moins favorisés, une manière d'exprimer leur angoisse quant à leurs perspectives économiques ou au sentiment de menace culturelle qui pèse sur eux. La blogosphère conservatrice, à laquelle appartient Michelle Malkin

soins en 1998, ce à quoi ses beaux-parents se sont opposés. Le deux parties se sont affrontées devant les tribunaux pendant sept années, et les politiques s'en sont mêlés, de nombreux leaders républicains s'alignant sur les positions de la droite chrétienne qui contestait la décision d'arrêt des soins au nom du caractère sacré de la vie. Les cours ont cependant donné raison au mari, et les soins ont cessé en mars 2005.

(²⁰) « Buckley : Bush Not a True Conservative », interview de William Buckley par Thalia Assuras, 22 juillet 2006, CBS Evening News, <http://www.cbsnews.com/stories/2006/07/22/eveningnews/main1826838.shtml> (16 août 2007).

par exemple²¹, entre en révolte ouverte contre la Maison Blanche et particulièrement Karl Rove sur ce dossier.

Du coup, George W. Bush est accusé non seulement de trahir le mouvement conservateur, mais aussi de le tuer en le divisant. Peggy Noonan, ancienne conseillère spéciale de Ronald Reagan, écrit ainsi en juin 2007 : « Ce que les conservateurs et les républicains doivent reconnaître, c'est que la Maison Blanche a rompu avec eux. Ce que le président Bush est en train de faire, et depuis quelque temps déjà, c'est de conduire une grande coalition politique à l'éclatement²². »

Certes, on ne saurait exagérer la gravité des divisions au sein du conservatisme : elles sont naturelles, ont toujours existé et constituent après tout un signe de vitalité intellectuelle du mouvement. Pourtant, l'échec aux élections de mi-mandat en 2006 a fait remonter les oppositions entre ses différentes familles de pensée. Les libertariens, on l'a vu, attaquent la droite chrétienne et les partisans d'un État intrusif. Les conservateurs sociaux attaquent les partisans du monde des affaires qui corrompt les mœurs. La base conservatrice s'en prend elle aussi au monde des affaires accusé de favoriser l'immigration illégale pour maintenir un flux de main-d'œuvre à bon marché. Mais ce sont surtout les néoconservateurs qui sont la cible d'attaques venant des autres familles du mouvement, en raison de la guerre en Irak.

Guerre autour de l'Irak, conservateurs contre néoconservateurs

En quoi consiste, au juste, une politique étrangère conservatrice ? Pas plus que le libéralisme n'apporte de réponse cohérente à la question de la politique internationale, juxtaposant au contraire des principes contradictoires, comme le soulignait Stanley Hoffmann en 1995²³, le conservatisme ne fournit de guide de politique extérieure précis. D'un point de vue idéologique, la tradition isolationniste, dominante au sein du parti républicain de 1920 à 1941 (et en fait 1947), pourrait paraître la plus naturelle : ne pas essayer de changer le monde, ne pas s'occuper des affaires des autres, ne pas faire à leur place ce qu'ils pourraient faire par eux-mêmes, se contenter de commercer avec eux, et ce faisant éviter la constitution d'un État fort à l'intérieur. C'est la position d'un Pat Buchanan (paléoconservateur) ou du Cato Institute (libertarien). Mais le conservatisme peut aussi bien être interprété comme la nécessité d'agir sans illusion, de façon déterminée et si besoin cynique, afin d'avancer les intérêts politiques et commerciaux de

(²¹) Cf. le blog de Michelle Malkin consacré spécifiquement à cette question : <http://michellemalkin.com/immigration/> (24 août 2007). Son blog régulier est <http://michellemalkin.com/>.

(²²) Peggy Noonan, « Too Bad », *Wall Street Journal*, 1^{er} juin 2007.

(²³) Cf. Stanley Hoffmann, « The Crisis of Liberal Internationalism », *Foreign Policy*, printemps 1995, p. 159-177.

l'Amérique. C'est la position de l'école réaliste, représentée par un Brent Scowcroft ou par George Will, éditorialiste du *Washington Post*. Enfin, à rebours de l'isolationnisme, l'inspiration réformatrice et missionnaire du conservatisme moral (redresser les torts dans ce monde), incarnée par la droite chrétienne sur des sujets comme l'avortement ou le Darfour, peut conduire à des croisades extérieures, tandis que la veine nationaliste du conservatisme peut déboucher sur la volonté de projeter les valeurs américaines à l'étranger : c'est l'une des sources d'inspiration des néoconservateurs.

En 2000, George W. Bush a fait campagne sur une politique étrangère « humble », qui se voulait le contre-pied de celle de Bill Clinton par son refus du « *nation building* ». Mais avec le choc du 11 Septembre, son point de vue s'est radicalement modifié et il a adopté une posture interventionniste, partant du principe que le *statu quo* au Moyen-Orient était nocif et plus coûteux en termes d'instabilité et de terrorisme que la remise en cause de ce *statu quo*. Le courant néoconservateur (Paul Wolfowitz, Richard Perle, *etc.*) a fourni une partie de l'inspiration idéologique de ce revirement, les nationalistes (Donald Rumsfeld, Richard Cheney par exemple) une autre partie, et la foi évangélique du président a complété ce « cocktail idéologique » qui a abouti à l'intervention en Irak de 2003.

Il est certain qu'au printemps 2003, cette intervention a été soutenue par une sorte de majorité présidentielle incluant tous les républicains, de nombreux indépendants et quelques démocrates. L'avantage électoral acquis par le président à la faveur de cette guerre n'a pas compté pour rien dans ce soutien accordée par les différentes familles conservatrices. Mais dès que les choses se sont gâtées, certains courants de droite ont attaqué la Maison Blanche au motif que cette guerre n'était, justement, en rien conservatrice. Lancer des guerres, aller à l'étranger renverser des dictateurs, faire du « *nation building* » et de l'ingénierie sociale dans un pays lointain de vingt-quatre millions d'habitants, tout cela ne ressemble pas à une politique extérieure conservatrice ou même républicaine : il s'agit plutôt de wilsonisme.

Dès 2004, et surtout après la réélection de George W. Bush, certains conservateurs ont donc officiellement pris leurs distances de la Maison Blanche, et concentré leurs attaques sur les néoconservateurs, jugés responsables d'avoir capturé l'imagination du président et conduit le pays à une guerre désastreuse. Un livre s'est fait l'écho de cette bataille idéologique : *The Right War : The Conservative Debate Over Iraq*. Il rassemble des contributions de conservateurs de toutes les familles et montre bien la vitalité du débat : les intellectuels néoconservateurs (Bill Kristol, Robert Kagan, Max Boot, Norman Podhoretz, *etc.*) se défendent contre les attaques de leurs confrères de droite (Dimitri Simes, George Will, la *National Review*, Andrew Bacevich, Pat Buchanan, *etc.*)

tandis que d'autres adoptent des positions plus compliquées de soutien conditionnel et critique (Henry Kissinger, Andrew Sullivan, Charles Kesler, *etc.*)²⁴.

Il n'en reste pas moins que la base conservatrice, notamment jacksonienne, s'est ralliée au président en 2003, mais avec des réserves d'enthousiasme, et donc de patience, limitées. « Il n'y a jamais eu de groupes de partisans [*grass-roots*] réclamant l'invasion de l'Irak à corps et à cris, constate Grover Norquist en 2006. Si George W. Bush changeait de politique, vous auriez quatre néocons qui rôleraient, et le reste du mouvement conservateur s'en porterait tout aussi bien²⁵. » En fait, c'est surtout l'idéalisme proprement irénique du président, lorsque le projet de démocratisation de l'Irak a été mis en avant après l'invasion, qui a contrarié les conservateurs. « Le début de mon divorce d'avec l'Administration Bush remonte à janvier 2005, explique Peggy Noonan, lorsque le président a déclaré que c'était la politique des États-Unis que d'éradiquer la tyrannie dans le monde, et que la survie de la liberté aux États-Unis reposait sur la liberté de toutes les autres nations. C'était à la fois tellement utopique et tellement agressif que j'en ai été choquée²⁶. »

C'est donc sur cette question de l'Irak que les conservateurs traditionnels ont réagi le plus violemment aux politiques de George W. Bush, et que le mouvement s'est le plus entre-déchiré à partir de 2005. Il faut dire que l'enlèvement en Irak est directement responsable de la défaite de 2006 qui, pour prévisible qu'elle soit, apporte de cruelles désillusions aux conservateurs.

Impasses électorales et essoufflement

En perdant la majorité à la Chambre des représentants et au Sénat, les républicains ont échoué beaucoup plus que sur une fin de mandat : c'est toute la stratégie de Karl Rove de reconquête de l'électorat qui se trouve mise en cause. L'atout républicain de la « sécurité nationale » s'est évanoui ; les déboires en Irak ont rebuté les quelques musulmans et les quelques Noirs prêts à se laisser séduire par le *Grand Old Party* (qui ne compte aucun élu noir au Congrès) ; les républicains n'ont pas suffisamment investi dans les nouvelles technologies de l'Internet comme ils l'avaient fait auparavant (*listings* de *direct-mail* ; *talk radio*) ; et surtout bien des conservateurs ne se mobilisent plus pour sauver un président qui les a déçus... Un cercle vicieux se met alors en place pour le *GOP* : puisque les républicains modérés deviennent vulnérables et perdent leur siège, seuls les plus conservateurs demeurent, ce qui entraîne une radicalisation du leadership au Congrès, une

⁽²⁴⁾ Gary Rosen (dir.), *The Right War : The Conservative Debate Over Irak*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

⁽²⁵⁾ Cité dans David Kirkpatrick et Jason DeParle, « For Conservatives, It's Back to Basics », *New York Times*, 12 novembre 2006.

⁽²⁶⁾ Peggy Noonan, *op. cit.*

moindre diversité idéologique, et une plus grande difficulté à réunir une grande coalition ouverte propre à remporter de futures élections²⁷. Quant au Sud, il n'est plus un atout mais bien une épine dans le pied du GOP, qui devient otage des positions sudistes, lui faisant perdre des voix ailleurs.

Bref, le parti républicain paraît en mauvaise posture, sans doute aussi parce que le conservatisme lui-même s'essouffle. William Buckley le reconnaît sans ambages : « Le mouvement conservateur est en un sens frappé d'inanition, quand on le compare à ce qu'il était voici vingt ou trente ans²⁸. » Comment expliquer cette perte de dynamisme ? D'abord, une large part du programme conservateur a été réalisée : l'URSS et le communisme ont disparu, le taux d'imposition le plus élevé (35 %) est la moitié de ce qu'il était lorsque Ronald Reagan a pris le pouvoir, l'inflation est maîtrisée, la dérégulation de l'économie a été importante, l'État providence a été réformé, les taux de criminalité ont chuté, *etc.*²⁹

Ainsi privé de certaines de ses grandes causes mobilisatrices, le mouvement conservateur attire moins facilement des Américain plus soucieux de compétence gestionnaire que d'idéologie, et qui préfèrent un Arnold Schwarzenegger à un Sam Brownback (leader favori de la droite chrétienne). Plus généralement, sur le plan des valeurs, les Américains ne sont pas de plus en plus conservateurs, comme l'avancent par exemple les auteurs de *The Right Nation*³⁰. Au contraire, à la droitisation du pays à partir des années 1970 a succédé, surtout dans les années 2000, une évolution de fond vers davantage de soutien à l'intervention de l'État pour aider les plus pauvres, moins de conservatisme social, et moins de ferveur religieuse, comme le montrent les études d'opinion sur la longue durée³¹.

En fait, on peut se demander si le conservatisme tel qu'il a été défini dans la seconde moitié du 20^e siècle n'est pas dépassé. Comme le notent de nombreux observateurs de gauche et de droite comme E. J. Dionne ou David Brooks, l'environnement sociopolitique a changé. Ce n'est plus la menace d'un État trop interventionniste, mais l'insécurité à différents niveaux qui domine à présent : non seulement le terrorisme, la prolifération nucléaire, le réchauffement climatique, la mondialisation et ses effets induits, notamment les délocalisations, mais aussi le creusement des inégalités de revenu.. Et dans ce nouvel environnement, admet David Brooks, « Goldwater et

(²⁷) Vincent Michelot, *op. cit.*

(²⁸) William Buckley cité dans David Kirkpatrick et Jason DeParle, *op. cit.*

(²⁹) Karen Tumulty, « How the Right Went Wrong », *Times*, 26 mars 2007.

(³⁰) John Micklethwait et Adrian Wooldridge, *op. cit.*

(³¹) Cf. le sondage du Pew Research Center, « Trends in Political Values and Core Attitudes : 1987-2007. Political Landscape More Favorable To Democrats », 22 mars 2007, <http://people-press.org/reports/display.php3?ReportID=312> (27 août 2007).

Reagan, qui ont été des *leaders* importants, ne sont pas des modèles d'avenir³² ». Et E. J. Dionne de faire remarquer qu'une partie du monde des affaires est devenu favorable à un système d'assurance-santé universel, parce qu'il est en train de réaliser qu'il aura des coûts sociaux énormes à supporter à l'avenir : 'Toyota n'a-t-il pas préféré s'implanter au Canada où le système médical est pris en charge par l'Etat ? De grands patrons s'inquiètent aussi du réchauffement climatique et réclament une action plus déterminée de Washington, pour ne pas rater le coche des réformes qu'il faudra faire un jour : une demande qui n'est pas précisément conservatrice³³ ...

Le « Big Government Conservatism »

On comprend mieux, dès lors, les arguments des défenseurs du président contre les conservateurs traditionnels : George W. Bush a tenté, argumentent-ils, d'adapter le conservatisme aux temps nouveaux en utilisant l'État. C'est le « *Big Government Conservatism* ». Au lieu de tout faire pour assécher l'offre d'intervention de l'État, explique Jonathan Rauch, certains conservateurs suggèrent de miser au contraire sur la réduction de la demande, « en répudiant l'héritage paternaliste du New Deal afin de donner le pouvoir au peuple pour qu'à son tour le peuple donne le pouvoir aux républicains³⁴ », quitte, pour cela, à faire usage de l'État. « Pourquoi aurai-je besoin de plus d'État d'ici vingt ans si je possède un compte épargne médical 401(k), si j'ai mis de l'argent de côté pour mes vieux jours, si je peux décider de l'école dans laquelle j'envoie mes enfants, explique Grover Norquist ? Ainsi, investir en vue de réduire la demande d'intervention de l'État dans l'avenir est une position rationnelle³⁵. »

L'idée est simple : il s'agit d'offrir aux individus les outils leur permettant de maîtriser leur propre destin, d'acquérir davantage de sécurité par eux-mêmes, en se reposant sur les forces du marché et non plus sur celles de la collectivisation selon le projet du New Deal. Pour parvenir à une « une société de propriété » (« *ownership society* »), slogan utilisé par George W. Bush, il convient de réformer le système éducatif (laisser les parents libres de leur choix, subventionner la demande et non l'offre), le système de santé (laisser les patients libres de leur choix en leur donnant les moyens) et le système des retraites (pouvoir investir dans l'épargne de son choix plutôt que de verser obligatoirement à la *Social Security*). À ces fins, l'intervention de l'État, au moins dans un premier temps, est nécessaire.

Mais le profit à long terme, pour le parti républicain, peut être immense : il s'agit ni plus ni moins que d'assécher les réserves électorales du parti démocrate et de se positionner comme parti

(³²) David Brooks, « Republicans Playing Catch-Up », *International Herald Tribune*, 30 mars 2007.

(³³) E. J. Dionne, « Who's for Big Government ? », *Washington Post*, 1^{er} août 2007.

(³⁴) Jonathan Rauch, « The Accidental Radical », *op. cit.*

(³⁵) Cité dans *ibid.*

du mouvement et du progrès des classes moyennes, non plus en demandant simplement un retour en arrière nostalgique (abolir la Grande Société, voire le New Deal, y compris des programmes populaires), mais en changeant les règles du jeu à son profit, en abolissant la dépendance à ses programmes par des mesures de responsabilisation individuelle ("empowerment").

Cette logique d'un État fort mais conservateur se retrouve d'ailleurs en politique étrangère, à travers sa fonction régaliennne d'assurer la sécurité des Américains. Comme l'explique Wilfred McClay dans la revue néoconservatrice *Commentary*, c'est une chose que d'affirmer avec John Quincy Adams, dans le contexte international des années 1820, que les États-Unis « ne se lancent pas à l'étranger à la recherche de monstres à détruire », c'en est une autre que de refuser d'aller combattre le terrorisme dans le contexte de l'après-11 Septembre au nom de la nécessaire limitation de l'État, : une action collective résolue est ici bienvenue³⁶.

Le « *Big Government Conservatism* » est-il la voie d'avenir pour sauver le mouvement conservateur ? Si les mises en garde quant au risque de sclérose de l'idéologie conservatrice par rapport à un environnement en rapide évolution paraissent convaincantes, ce remède laisse sceptique. Les Américains sont-ils prêts à abandonner la sécurité collective de la *Social Security* pour des comptes privés au destin aléatoire ? L'expérience de 2005 a montré que non. Il est plus probable que les vents dominants (une quête de sécurité dans un monde plus inquiétant) favorisent une version ou une autre du libéralisme. Reste que ce n'est pas du côté libéral que l'on trouve beaucoup de dynamisme à l'approche des élections de 2008. On s'orienterait donc vers une élection plus pragmatique, préoccupée de sérieux et de compétence technique... à moins que le paysage ne soit mûr pour l'irruption d'un tiers parti³⁷.

Justin Vaïsse, ancien élève de l'École normale supérieure Lettres et Sciences humaines, agrégé et docteur en histoire, est "Senior Fellow" à la Brookings Institution de Washington. Spécialiste d'histoire américaine, il a récemment dirigé avec Denis Lacorne un ouvrage collectif intitulé *La Présidence impériale de Franklin D. Roosevelt à George W. Bush* (Odile Jacob, 2007), et s'appête à publier *L'Odyssée du néoconservatisme : intellectuels et politique étrangère aux États-Unis, 1965-2008* (Odile Jacob, 2008).

⁽³⁶⁾ Wilfred McClay, « Is Conservatism Finished ? », *Commentary*, janvier 2007, p. 13-19.

⁽³⁷⁾ Michiko Kakutani, *op. cit.*